

Technologie et société canadienne

Bernard Bonin

Volume 48, Number 1, April–June 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1003686ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1003686ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bonin, B. (1972). Technologie et société canadienne. *L'Actualité économique*, 48(1), 181–192. <https://doi.org/10.7202/1003686ar>

Commentaires

Technologie et
société canadienne *

À la suite de plusieurs auteurs, dont Marshall McLuhan, nous définirons la technologie ici comme étant une extension de l'homme. Nous ne prétendons pas pour autant être un expert en « mcluhanisme » car, en plus d'être un auteur plein d'imagination, il nous apparaît également comme un philosophe des communications qui a énormément de difficultés à communiquer avec les gens.

On a dit qu'il était possible d'identifier trois phases de l'histoire de la technologie. Elle a d'abord servi à augmenter, remplacer ou appliquer la force physique de l'homme ou de l'animal : la roue, la machine à vapeur, la pompe, la machine à écrire, etc., sont toutes des exemples de ce type de technologie. Au cours du dernier siècle environ la technologie a de plus en plus remplacé et augmenté le pouvoir des sens : la radio, la télévision, le radar, le téléphone en sont des exemples remarquables. La troisième phase, qui a commencé il y a peut-être un quart de siècle et dont l'impact réel sur notre vie de tous les jours ne remonte pas à plus de dix ou quinze ans, a fait apparaître la capacité de la technologie à multiplier et à appliquer la puissance même du cerveau humain. Il s'agit de l'ère des ordinateurs qui pourraient transformer la société et l'espèce humaine elle-même. Car une fois créée par l'homme, la technologie pénètre sa vie et devient un élément très puissant. Nous nous proposons de tracer brièvement le rôle que pourraient jouer trois insti-

* Une version légèrement remaniée de ce texte a été présentée en anglais dans le cadre du symposium de Loyola College sur *Technology and Social Change*, le 9 mars 1972.

tutions importantes de la société canadienne (et, en réalité, de n'importe quelle société) en ce qui concerne la technologie : l'entreprise, les gouvernements, l'université.

Mais avant d'attaquer la question principale il importe de clarifier notre position. Les économistes canadiens, en général, ont fait comprendre clairement qu'il existe un certain nombre de péchés capitaux que tout auteur devrait éviter avec soin : être imaginaire, être contre la croissance, être anti-américain seraient tous des traits de caractère frappés d'anathème. Rendre les jugements de valeur explicites constituerait également un péché impardonnable ; cependant, ceux que l'on s'efforcerait de garder soigneusement implicites seraient, il va sans dire, permis. Comme tout le monde a ses faiblesses, nous avons l'intention de rendre nos jugements de valeur explicites. Mais nous n'avons rien contre la croissance économique et la technologie comme telles. Nous voudrions le montrer en citant quelques phrases de Francis Hackett que Paul Samuelson a mises en exergue d'un des chapitres de son manuel bien connu. Ces pensées exprimeront ce qui constitue, grosso modo, notre position relativement à la technologie et la croissance économique même si nous souhaitons y apporter quelques réserves par la suite :

« I believe in materialism, I believe in all the proceeds of a healthy materialism — good cooking, dry houses, dry feet, sewers, drain pipes, hot water, baths, electric lights, automobiles, good roads, bright streets, long vacations away from the village pump, new ideas, fast horses, swift conversation, theatres, operas, orchestras, bands. I believe in them all for everybody. The man who dies without knowing these things may be as exquisite as a saint, and as rich as a poet, but it is in spite of, not because of, his deprivation. »

Pour notre part, nous n'incluons pas nécessairement parmi les plaisirs de la vie certains produits dont l'urgence du besoin est bien connue : les brosses à dents électriques, environ 57 variétés de nourriture pour les chiens ou des capsules qui ne s'ouvrent pas. On aura pu remarquer que certains fabricants d'eaux gazeuses nous ont fait bénéficier récemment d'une merveilleuse innovation : des bouteilles que l'on peut ouvrir sans l'aide d'un ouvre-bouteilles. Le seul problème était que celui qui osait s'y attaquer devait avoir à sa disposition une bonne paire de gants de caoutchouc et être doué d'une force quasi herculéenne. Cette sorte d'innovation accroît

bien sûr le produit national brut du Canada, mais nous nous en passerions volontiers.

*
* *
*

Selon J.K. Galbraith, les impératifs de la technologie sont les suivants : un intervalle de temps croissant sépare le début de la fin d'une tâche ; la valeur du capital engagé dans la production s'accroît, mise à part l'augmentation nécessitée par la production accrue ; avec la place croissante de la technologie, l'« engagement » de temps et d'argent tend à être relié à l'accomplissement d'une tâche particulière d'une façon de plus en plus inflexible ; la technologie exige une main-d'œuvre spécialisée avec son inévitable contrepartie, l'« organisation » ; de l'ampleur du capital et du temps engagés dans le processus, de la spécificité de cet engagement, des besoins de la grande organisation et des problèmes qui influent sur le fonctionnement du marché lorsqu'on se trouve en présence d'une technologie avancée vient la nécessité de la planification. Et cette planification privée des grandes entreprises est plus poussée que la plupart ne le croient, en tout cas certainement plus importante que ne le croient ceux qui opposent planification gouvernementale à économie de marché. L'intégration verticale, la dimension, l'autofinancement, la gestion de la demande spécifique au moyen d'une publicité massive — et qu'importe si cette publicité devient parfois plus trompeuse qu'informative — sont tous des éléments de ce processus de planification qui tend à réduire l'incertitude. Les ressources engagées sont parfois tellement considérables, en fait, que l'entreprise, et d'autres institutions également comme nous le verrons, ne peut pas se permettre d'échouer.

Quels sont les objectifs de l'entreprise et de sa technostructure ? La théorie économique conventionnelle les réduirait à la maximisation des profits. Si nous étions en présence d'une organisation aussi simple, le problème serait relativement peu sérieux car très peu de gens seraient d'accord sur ce seul objectif. Malheureusement, les objectifs de l'entreprise sont probablement complexes : l'objectif prédominant est sans doute la survie de l'organisation et cela signifie que la technostructure doit conserver l'autonomie sur laquelle repose son pouvoir de décision. Une fois la sécurité de la technostructure

assurée par un niveau minimal de profits, un choix d'objectifs reste possible. L'entreprise cherchera alors, par exemple, à obtenir le taux le plus élevé possible de croissance de ses ventes. Pourvu qu'elle ne mette pas en danger le niveau minimal de profits, la virtuosité en matière de technologie, sera aussi l'un des objectifs principaux de l'entreprise. Celle-ci devient alors un agent de changement et l'accélération de la vitesse du changement, avec ses conséquences physiques et psychologiques, a été très bien décrite par Alvin Toffler dans *Le Choc du Futur*. Et selon Peter Drucker ce processus ne s'arrêtera sûrement pas, pas plus qu'il ne se ralentira, car nous vivons encore dans une ère de continuité technologique, mais « cependant, nous faisons face maintenant à une ère de discontinuité dans l'économie et la technologie mondiales. Nous pourrions réussir à en faire également une ère de grande croissance économique. Mais ce qui est certain jusqu'ici, c'est qu'il s'agira d'une période de changement — dans la technologie et la politique économique, dans les structures de l'industrie et dans la théorie économique, dans le savoir nécessaire pour gouverner et gérer, et dans les questions économiques »¹.

Il est clair que cette évolution ne pourrait pas longtemps continuer si les objectifs de la société se trouvaient en désaccord avec ceux de l'entreprise. Mais ce n'est manifestement pas le cas. Aucun autre objectif social n'est plus fortement affirmé que la croissance économique. Aucun autre test du succès social n'a reçu une acceptation aussi unanime que l'augmentation annuelle du produit national brut. Ceci s'applique d'ailleurs à peu près partout dans le monde. La même chose vaut pour les innovations technologiques. C'est le progrès. Elles sont synonymes de réalisations sociales au point que, comme Galbraith le fait remarquer, on ferait face à moins d'opposition, dans l'ensemble, en mettant en doute le caractère sacré de la famille ou de la religion que le mérite absolu du progrès technique. La production en est ainsi venue à occuper une place prédominante au point que nous sommes venus très près d'adopter comme objectif ce qui ne devrait être qu'un moyen. Presque tout le monde a maintenant un intérêt très fort dans la production, pas seulement l'entreprise, mais les hommes politiques, les syndicats

1. *The Age of Discontinuity*, Harper and Row Publishers, New-York et Evans-ton, 1968, p. 10.

ouvriers et même les économistes car si la société en venait à réaliser que la rareté n'est plus un problème majeur, ils deviendraient certainement l'un des biens de luxe dont on pourrait se passer. Pourtant le produit national brut n'est pas tout. On l'a dit maintes et maintes fois mais on continue d'agir comme si le P.N.B. était tout ce qui compte. Il vaut la peine de citer un passage d'un article de M.J. Roberts² :

« Nos statistiques économiques et leur référence excessivement étroite aux choix importants de la vie jettent très peu de lumière sur ce qu'il est convenu d'appeler la « qualité de la vie ». Le sentiment d'une privation causé par la discrimination, la crainte et le désagrément d'un entourage urbain qui se détériore, l'ennui, l'aliénation, le doute de soi et la désorganisation sociale — tout cela occupe peu ou pas de place dans les calculs de la science économique. Le *smog*, la poussière, la pollution, le bruit, la laideur, le sentiment que des occasions intéressantes s'offrent ou au contraire n'existent pas, le sentiment d'appartenance, une bonne partie de ce qui contribue ou même constitue l'expérience et le bien-être individuels est tout simplement ignorée. »

On pourrait trouver des idées semblables dans l'ouvrage de Charles Reich, *The Greening of America*. Il n'aurait pas dû être nécessaire de « dégonfler » une fois de plus le produit national brut comme indice de bien-être. Mais les partisans de la croissance effrénée continuent de nous servir des clichés du genre : « il est absolument fondamental que les économies du monde occidental montrent des taux de croissance plus élevés que les pays communistes afin d'inciter les pays en voie de développement à adopter le capitalisme plutôt que le communisme comme voie de leur développement », et « en cas de conflit international, le pays qui aura la plus grande capacité de production sortira vainqueur ». Nous savons que les clichés jouent un rôle important dans l'évolution des sociétés, mais nous ferions mieux de les changer de temps en temps car les circonstances, elles, se modifient. Mais on peut supposer que l'objet de dispute serait plutôt le type de croissance que la croissance comme telle car Peter Drucker, de nouveau, prêche pour sa part que les nouvelles industries de l'ère de la discontinuité seront celles de l'information, de la mise au point de nouveaux matériaux, de l'habitat et plus généralement des conditions de vie

2. *Saturday Review*, 22 janvier 1972.

dans les « mégalo-poles », et enfin de l'exploration et de l'exploitation des océans. Et pourquoi avons-nous besoin de ces nouvelles industries ? Parce que nous ne pouvons plus compter sur les plus vieilles industries comme moteurs de la croissance, et qu'il est inconcevable que le processus de croissance puisse être arrêté ou ralenti. Nous revenons tout droit à la production comme objectif des sociétés et cela ne satisfera probablement pas le Club de Rome.

*

* *

La société technologique n'est pas, en soi, une société humaniste mais elle pourrait bien être une condition nécessaire d'une société humaniste, pourvu que l'homme apprenne à en connaître davantage au sujet des avantages et des contraintes qu'apporte la technologie de façon à ce que son choix soit mieux éclairé. La société technologique est une société précaire : des pannes d'électricité importantes, à intervalles plus ou moins réguliers, ont contribué à nous le rappeler au cours des années récentes en particulier. Souvent, la façon de réduire cette précarité sera d'utiliser des instruments encore plus automatisés et donc de réduire la part que prend la décision humaine. Il n'y a pas à se surprendre alors que l'homme s'inquiète parfois de la technologie. Des exemples de ce que l'on appelle les *cultural lags* ont été mis en lumière. Il nous semble donc que les gouvernements ont aussi un rôle à jouer en ce qui concerne la technologie et que ce rôle devrait être plus complexe que les seuls stimulants à la recherche de technologie nouvelle même si son rôle devrait inclure également cet aspect de la question.

Le *corporate state*, comme on l'a appelé, accorde une très grande valeur à la technologie, à l'organisation, à l'efficacité, à la croissance et au progrès définis en termes plutôt étroits. Il est évident qu'une société ne peut pas vivre sur cette seule valeur et que le bonheur est beaucoup plus difficile à définir. Au nom de ce système de valeurs et étant donné ce qui a été dit plus haut, les gouvernements ont eu depuis quelques années particulièrement des relations incestueuses avec les entreprises. Nous avons déjà vu que la planification privée des entreprises tend à réduire l'incertitude. Les gouvernements ont grandement aidé les entreprises en réduisant d'autres formes d'incertitude : la gestion de la demande globale, la prise en

charge de travaux ou, tout au moins, du financement de travaux de R et D qui semblaient trop risqués, la prise en charge de « l'approvisionnement » en main-d'œuvre qualifiée dont la technocratie a besoin et maintenant, aux États-Unis, le contrôle des prix et des salaires sans mentionner le fait que la plupart des biens et services que nous consommons collectivement sont encore produits par l'entreprise privée. Nous devons ajouter diverses subventions visant à encourager les firmes à se localiser dans des « régions désignées », tout le pays étant d'une façon ou de l'autre une « région désignée » par suite des actions coordonnées ou non coordonnées des trois niveaux de gouvernement ; des subventions visant à stimuler la R et D ; toutes sortes de stimulants fiscaux à l'investissement en capital, et lorsque nous constatons qu'à cause des investissements en capital l'emploi ne s'accroît pas assez vite pour suivre la croissance de la main-d'œuvre, on fait ce que le gouvernement de la Colombie-Britannique se propose de faire, si l'on se base sur un article paru récemment dans un journal montréalais, c'est-à-dire subventionner l'entreprise pour un montant allant jusqu'à 50 p.c. du salaire de tout travailleur précédemment inemployé que celle-ci embauchera dorénavant de façon à réduire le taux de chômage. Lorsqu'on a fait tout cela, on peut dire que l'on se trouve en présence d'un merveilleux système économique que l'on pourrait probablement caractériser comme étant l'individualisation des profits et la socialisation des pertes.

Partout l'homme désire avoir le progrès et la participation. Il est possible que les deux soient des substituts l'un pour l'autre et souvent le progrès sera accepté pendant un certain temps au lieu de la participation, mais ultimement l'homme des sociétés industrielles voudra les deux et fera continuellement des pressions pour obtenir les deux. Le progrès signifie un niveau d'instruction plus élevé, une meilleure santé, plus de biens et de services de consommation ; la participation signifie le choix d'un emploi, le choix entre des biens de consommation, une chance d'agir sur les règles du jeu et même d'influencer celles qui guident la société elle-même. Nous devrions tendre du mieux que nous le pouvons vers une société où l'identification et l'adaptation seraient les mobiles fondamentaux des individus qui la composent. Nous ne sommes pas en mesure de dire si le monde a déjà connu une telle société dans le

passé, mais nous avons le sentiment que nous n'avons pas fait beaucoup de progrès vers une « société juste » au cours des quatre dernières années bien que la négociation préalable des changements technologiques avec les travailleurs semblerait être un pas dans la bonne direction. Mais une participation réelle signifie certainement plus que cela et exigera de la part des gouvernements beaucoup d'imagination et de fermeté. Nous croyons également que la technologie est si importante et demeurera si importante qu'elle devrait, d'une façon qui reste à déterminer, faire partie d'une planification gouvernementale³. De quelle sorte de société voulons-nous ? Quelles innovations désirons-nous accepter comme société, et quelles sont celles que nous préférons rejeter ? Est-ce que nous voulons que la société canadienne devienne ce qui a été décrit dans *Le Choc du Futur* ? Il y a environ un quart de siècle ou même moins, nous avons l'habitude de dire que l'évolution technologique était imprévisible. Ce n'est plus vrai. Nous avons maintenant à notre disposition des méthodes de prévision technologique et même si ces méthodes sont loin d'être parfaites elles sont de plus en plus utilisées par les grandes entreprises et il n'y a pas de raison qu'elles ne puissent pas être utiles également aux gouvernements. La même chose vaut pour les études prospectives.

Les gouvernements canadiens devraient aussi s'efforcer d'établir une stratégie de développement en matière de technologie. Les entreprises semblent être généralement d'accord pour dire qu'elles obtiennent de meilleurs résultats lorsque leur technologie est une combinaison de leurs propres efforts d'innovation et d'achats de technologie étrangère à l'entreprise. Là encore, ceci devrait s'appliquer également aux sociétés. Quarante-vingt-quinze pour cent des brevets canadiens accordés chaque année vont à des étrangers et le rapport Lamontagne a aussi montré que le Canada fait très peu pour la mise au point d'une technologie autochtone et compte sur la technologie importée à un degré probablement inconnu ailleurs parmi les pays développés.

3. Il y en a qui croient que le Canada ne doit pas s'écarter de ce que les États-Unis font en matière de politiques économique et sociale. Pour ceux-là, disons que les États-Unis envisagent de créer une agence qui évaluerait les effets des innovations technologiques, « The Debate over Assessing Technology », *Business Week*, 8 avril 1972.

Les gouvernements devraient accorder une attention toute spéciale au fait qu'il peut être nécessaire d'envisager la création d'institutions nouvelles. Par exemple, on a dit très souvent que nous évoluons vers une société post-industrielle. Le Canada doit être parmi les premiers pays à y parvenir. Une société post-industrielle signifie des loisirs accrus. Que doit-on faire à ce sujet ? Également, certaines innovations technologiques récentes soulèvent des questions intéressantes en ce qui a trait aux institutions qui pourraient devenir nécessaires. Prenons quelques exemples. La décennie que nous venons de terminer a donné lieu à une série de brillantes réussites dans le domaine des greffes organiques. Plusieurs médecins croient qu'il y a là un aspect très important de la médecine de l'avenir. Se pose alors, nous semble-t-il, une question d'organisation sociale et politique très importante : dans l'hypothèse où il n'y aura pas suffisamment d'organes humains disponibles pour satisfaire tous les besoins, qui se chargera d'en faire la répartition ? Le marché ? Un fonctionnaire à Québec ou à... Ottawa ? Autre exemple : la génétique fera beaucoup parler d'elle dans les années 1970. On a déjà accompli, semble-t-il, des progrès remarquables en ce qui concerne l'amélioration des espèces végétales et animales. Est-ce que nous voudrions appliquer ces techniques au genre humain ? Si oui, est-ce que nous songerons à arrêter notre choix sur certains objectifs, ou penserons-nous aux écueils qui se présenteront ? Encore là quels modes de surveillance faudra-t-il exercer dans ce domaine ? Quel sera le rôle de l'État, du médecin, du citoyen ? Toffler a décrit certaines expériences que, pour notre part, nous trouvons plutôt effrayantes et qui nous justifieraient certainement tout au moins de réfléchir à la question.

Il y a quelques années la loi créant Télésat Canada a été votée au Parlement sans la moindre polémique, tout juste quelques échanges de vues de l'avis du premier ministre du Canada, M. Trudeau⁴.

Pourtant il n'y a aucun doute que ses incidences pourraient être très importantes pour la société canadienne. Les satellites de communication sont généralement considérés comme étant le début d'une nouvelle ère. Les idées et les valeurs rivaliseront entre elles,

4. Voir le texte de son discours inaugural du congrès libéral de Harrison Hot Springs (C.B.), en 1969.

subiront leur impact réciproque, à un rythme et à un degré d'intensité qui dépassent l'imagination. M. Trudeau nous suggère alors de réfléchir sur ce qui aurait pu se passer si, au cours des dix ou douze dernières années, Hanoï avait pu émettre directement dans les foyers américains. Il apparaît donc qu'aucun missile n'arrivera, dans l'avenir, à défendre un État souverain contre une idée étrangère. Les effectifs militaires deviendront une expression bien pauvre de la force d'une société donnée ; en revanche, la cohésion interne de son ensemble de valeurs, la communauté de buts et de sentiments liant les différentes couches de sa population, et une rencontre harmonieuse des décisions de l'État et des vœux des citoyens en seront des conditions importantes.

Dernier exemple : selon les journaux canadiens le Conseil des Sciences du Canada a proposé récemment la création d'un réseau d'ordinateurs à l'échelle du Canada dans lequel se trouveraient emmagasinées toutes sortes de renseignements. Qui déciderait de ce que l'on doit y mettre et comment ? Si on désire préserver un minimum de vie privée pour l'individu, nous aurions avantage à être prudents en la matière et il semblerait qu'un peu de discussions autour de ce projet ne diminueraient pas nos chances d'éviter des erreurs coûteuses. Il nous semble que le fait qu'une si grande proportion de la technologie qui façonne la société canadienne soit importée ne fait que rendre l'examen des relations entre la technologie et la société encore plus impérieux.

Sur le rôle de l'université, nous serons brefs car le temps nous manque pour en faire la discussion assez longue qu'il mériterait. Nous irons au plus pressé en empruntant un long passage à un rapport qu'a préparé Eric Jantsch pour le Massachusetts Institute of Technology⁵.

« La technologie étant devenue l'agent de changement le plus puissant dans notre société, nous gagnerons ou perdrons des batailles décisives en fonction du degré de sérieux que nous accorderons au défi qui s'offre à nous de restructurer les systèmes société-technologie, les systèmes dont la société et la technologie sont les composantes, systèmes d'urbanisation, de contrôle de l'environnement et de conservation des ressources, de communication et de transport, d'éducation et de santé, d'information et d'automatisation, etc. Et le résultat de ces batailles dépendra, avant tout, de la

5. *Integrative Planning for the « Joint Systems » of Society and Technology. The Emerging Role of the University*, Cambridge, Mass., mai 1969, p. 8.

compétence et de l'imagination des gens qui se trouvent dans les institutions les plus importantes dans les domaines de la science et de la technologie : le gouvernement à tous les niveaux de juridiction, l'industrie et l'université. Récemment, ces institutions ont acquis une certaine capacité d'invention, de planification et de mise au point de systèmes techniques complexes. Notre propension à jouer un rôle actif dans le façonnement de notre avenir dépendra par-dessus tout, de la mesure dans laquelle et de la vitesse avec laquelle ces institutions vitales — ou des institutions entièrement nouvelles qui viendraient les remplacer — acquerront la capacité de travailler avec des systèmes d'une façon intégrée, englobant des dimensions sociales, économiques, politiques, psychologiques, anthropologiques et autres... ».

Les universités sont devenues, pour une bonne part, une collection d'écoles professionnelles dont une fonction importante, sinon la principale, consiste à satisfaire les besoins du « système industriel » pour utiliser encore une expression de Galbraith. Les valeurs que l'université contemporaine transmet à l'étudiant comprendraient la compétition en les forçant à se soumettre à la rigueur compétitive de l'évaluation ; la spécialisation, non seulement à cause de la conception des programmes mais en forçant l'étudiant à consacrer pratiquement tout son temps à cette spécialisation ; le professionnalisme en lui enseignant le *know how* d'une profession sans lui donner suffisamment la capacité de juger le *know what*, et l'efficacité en rendant très difficile à l'étudiant, le passage d'un secteur de l'apprentissage à l'autre. Jantsch est d'avis qu'il s'agit là de fausses valeurs même aujourd'hui et qu'elles pourraient avoir des conséquences désastreuses dans un proche avenir⁶. Il semblerait alors qu'il y aurait lieu de mettre l'accent ailleurs. L'enseignement devrait passer d'un entraînement en vue de carrières, de professions, de capacités ou d'opinions bien définies et définitives (c'est-à-dire la transmission des connaissances existantes), vers une éducation qui transmette la possibilité de juger de situations complexes et changeantes, en d'autres termes, orientés en fonction d'un auto-renouvellement continu des capacités humaines, l'accent passant du *know how* au *know what*. Également, l'enseignement universitaire qui conduit presque invariablement à la spécialisation aujourd'hui, devrait permettre des options conduisant à de larges généralisations. Enfin, la méthode de l'apprentissage à l'université,

6. *Id.*, p. 21.

dont l'accent se trouve présentement sur l'entraînement, devrait utiliser bien davantage le travail réfléchi contribuant à la solution des problèmes de la société.

Faisons étape ici. Nous sommes très conscients d'avoir soulevé plusieurs questions et d'avoir apporté peu de réponses, mais poser des questions constitue, en quelque sorte, notre spécialité. Nous espérons seulement que le rôle de ceux qui se sont fait une spécialité de soulever des questions reste utile pour la société.

Bernard BONIN

Les dépenses des gouvernements et des institutions au Québec* L'augmentation rapide des budgets des administrations publiques (gouvernements et institutions), au cours des dernières décennies, est un phénomène bien connu. Il en est de même quant à l'influence grandissante qu'exercent les gouvernements sur l'activité économique du pays, et qui résulte en partie de cette hausse des budgets. L'expérience récente a montré, par exemple, qu'une diminution des dépenses du gouvernement fédéral pouvait avoir un effet bienfaisant sur les prix, mais néfaste sur l'emploi.

Toutefois, des aspects importants de ce phénomène ont échappé jusqu'à récemment à l'analyse, faute surtout de données statistiques convenables. Il s'agit, d'une part, de l'influence relative des différents niveaux de gouvernement sur l'économie d'une région donnée, par exemple une province, et d'autre part, de l'importance des dépenses gouvernementales pour les différents secteurs de l'économie. L'établissement d'un modèle de relations interindustrielles fournit l'occasion de combler, au moins en partie, une telle lacune.

Les recherches dans ce sens, effectuées par le Bureau de la Statistique du Québec, ont permis d'obtenir des données intéressantes pour les années 1961 et 1966, concernant les dépenses des administrations publiques. Évidemment, les informations fournies

* Je remercie M. Réal Marshall, du Bureau de la Statistique du Québec, d'avoir fourni les données de base nécessaires à la rédaction de ce commentaire. Je remercie également de ses conseils, M. Roland Jouandet-Bernadat, de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal.